



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 323 du 25 février 2024

Au sommaire :

- **Contre ce gouvernement d'imposteurs, prendre l'offensive pour nos droits, pour l'avenir de la société**
François Minvielle
- **Après deux ans de guerre, les populations d'Ukraine victimes de l'agression de Poutine et instrument de la guerre par procuration menée par les USA et l'Otan** - *Galia Trépère*
- **Échange de lettres LO-NPA au sujet des Européennes ou le besoin de construire des relations démocratiques**
Yvan Lemaitre

Contre ce gouvernement d'imposteurs, prendre l'offensive pour nos droits, pour l'avenir de la société

La panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian a éclairé avec particulièrement de cynisme l'imposture permanente de Macron... En prétendant honorer la mémoire des militants de « l'affiche rouge », il cherchait à se grandir, au-dessus des partis, au nom de la nation, s'appropriant la mémoire des ouvriers immigrés, militants, communistes, livrés aux nazis par la police française, fusillés. Il dénature ainsi le combat de ces migrants, arméniens, roumains, hongrois, polonais, espagnols, italiens, juifs, qui se battaient pour la liberté et l'émancipation. Cette opération indigne a reçu le soutien empressé de tous les partis parlementaires, du PCF et de l'Humanité au RN, pour enterrer leur mémoire. Au nom de la patrie et de la nation, de la république des guerres coloniales, ils bafouent les derniers mots de Manouchian : « *Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité... Bonheur à tous...* ».

L'usurpation est d'autant plus cynique qu'au même moment Darmanin s'empresse de faire appliquer la loi immigration, raciste et xénophobe, que Macron a fait adopter avec l'appui du RN.

Emporté par son délire et sa démagogie, face à la révolte des agriculteurs, il espérait recommencer la mascarade des grands débats, lors de la révolte des gilets jaunes, en profitant du Salon de l'agriculture. Bousculée par les manifestants, l'opération s'est transformée en déroute après qu'il a cru pouvoir débattre tranquillement avec « *Les soulèvement de la terre* » en même temps qu'avec les représentants de l'agrobusiness anti-écologique de la FNSEA !

Étrange manœuvre d'un pouvoir en panique et d'un président dupe de lui-même !

Le double jeu permanent du gouvernement, les discours, écran de fumée, d'Attal pour berner son monde en prenant les gens pour des imbéciles, attisent la colère des agriculteurs ainsi que celle des travailleurs, stigmatisés par la haine ouverte contre les grévistes et les cheminots, menacés d'une suppression du droit de grève à certains moments. Il révèle au plus grand nombre la vraie nature de ce pouvoir, le met à nu, concentre les colères contre lui et prépare l'extension de la grève pour des salaires décents.

Les manœuvres de l'agrobusiness, de la FNSEA et du pouvoir pour écarter la question des revenus

Cette colère, Macron protégé par des hordes de flics, a dû la subir samedi au Salon de l'agriculture, contraint de supporter les huées et les « *Macron démission* », malgré les appels au calme de la FNSEA. Lui qui, avec Darmanin, était plein de mansuétude pour les souffrances de ceux qui travaillent, les a provoqués en mobilisant les CRS pour assurer sa sécurité. Et il a dû s'en remettre à la FNSEA qui lui a prêté main forte pour tenter de reprendre la main en jouant la comédie d'une discussion qui a débouché... sur l'annonce d'une autre réunion dans trois semaines ! Profitant du fiasco présidentiel, Bardella n'avait plus qu'à parader le lendemain au Salon, « *pour le patriotisme économique et sortir de nos accords de libre-échange* », au

nom d'une « *souveraineté alimentaire* » qui n'est que poudre aux yeux. La continuité de l'imposture...

Les manœuvres du pouvoir avec la complicité des représentants de l'agro-business deviennent provocation, tant ils s'entendent pour rejeter le vrai problème posé par la colère paysanne : les revenus tirés du travail. « *Arrêtez de faire votre beurre sur la valeur de notre labeur* » dénonçait une centaine d'agriculteurs, occupant mercredi le siège de Lactalis à l'appel de la Confédération paysanne : « *C'est l'entreprise n°1 mondiale du lait et elle n'est pas capable de payer correctement ses producteurs* »... avec plus de 28 milliards de chiffre d'affaires dans 150 pays !

Lactalis est une de ces centaines de multinationales qui ont globalisé la crise agricole, suscitant partout la révolte, de Grèce en Allemagne, Espagne, Inde... Banque, industrie, grande distribution, en amont et en aval, elles enserrant la production agricole et font leurs profits sur le dos des paysans, et pour les plus pauvres, la question devenue vitale est celle des revenus de leur travail face à la prédation du capital.

Petits paysans, ouvriers agricoles, saisonniers, la lutte pour leur survie rejoint la lutte pour les salaires, au moment où les revenus des classes populaires sont la cible de l'offensive du patronat et du gouvernement.

L'austérité pour les classes populaires

Le Maire a annoncé 10 milliards d'euros d'économies immédiates sur le budget 2024, justifiés par la réduction des prévisions de croissance de 1,4 % à 1 %. Le ministre chargé des Comptes publics Cazenave a d'abord promis « *on ne demande pas d'effort aux français* », avant que l'imposture ne soit vite levée : un vol de ce qui aurait dû revenir aux classes populaires.

Après l'augmentation déjà annoncée des frais de santé, c'est l'aide au logement qui sera amputée de 330 millions. Et 2,2 milliards en moins pour l'environnement, 1,1 milliard pour les « *aides à l'emploi* » et la formation professionnelle, 692 millions en moins pour l'éducation, 905 pour l'enseignement supérieur, 742 millions en moins pour l'aide au développement des pays pauvres, etc.

L'armée et les « *Sécurités* » seront à peine touchées, à hauteur de 105 et 230 millions, alors que leurs budgets sont en forte progression, « *économie de guerre* » oblige, pour « *une France plus forte dans un moment où la guerre revient en Europe* » dixit Macron.

L'offensive est brutale aussi pour financer la dette, assurer la rente du paiement des intérêts qui rapportera 52,2 milliards d'euros aux banques en 2024, et qui devrait s'élever à 84 milliards d'ici 2027.

Travail contre Capital : défendre nos droits, nos salaires, la lutte pour l'avenir de la société

Seul le patronat en est le bénéficiaire, mais le président du Medef prévient : « *Remettre en cause les aides aux entreprises, c'est une ligne rouge* »... que le gouvernement n'a pas l'intention de franchir, même si les profits explosent.

Les 20 plus grandes banques européennes viennent d'engranger 100 milliards de bénéfices en 2023 contre 78 en 2022. « *Jackpot pour les actionnaires* » se félicitent *Les Echos*. Total récolte 19,8 milliards de profits (+ 4 %), Stellantis 18,6 (+ 11 %), LVMH 15,2 (+ 8 %), etc. Le même journal évoque « *une semaine de tous les records sur les Bourses mondiales* ». Les spéculateurs se gavent sur le dos de l'inflation et de l'appauvrissement des classes populaires, et les économistes ne font que souligner ce parasitisme quand ils l'expliquent par la « *greedflation* », l'inflation de l'avidité, celle des « *profiteurs de crise* » qui augmentent leurs marges pour accroître leurs profits au moment où la consommation stagne ou régresse.

Avec la croissance au ralenti, ce parasitisme se double du durcissement de l'exploitation dans les entreprises, pour extorquer davantage de plus-value, par les cadences, les pressions, la mise en concurrence. Les licenciements repartent à la hausse, comme le chômage, et le président du Medef annonce une prévision de 100 000 suppressions d'emplois dans le bâtiment.

La question des salaires se pose dans tous les secteurs. Dans de nombreuses entreprises, les salariés débrayent, engagent la lutte. Les directions syndicales ont fait le choix d'appeler le 19 mars à une journée de grève pour les salaires dans la seule fonction publique, isolée et sans lendemain. Elles laissent les travailleur-se-s en ordre dispersé, sans mettre en œuvre, ou même en discussion, ni revendications collectives, ni perspective, ni plan de bataille pour une lutte d'ensemble, seule à même d'inverser le rapport de force et de porter un autre avenir.

La lutte pour les salaires porte une dimension politique dont ne veulent ni les directions syndicales, ni la gauche parlementaire, respectueuses des institutions : elle porte atteinte à la loi du profit, à la propriété privée des capitalistes qui leur donne le droit d'exploiter les travailleurs.

Avec elle, se dessine l'affrontement qui déterminera l'avenir de la société, soit entre les mains de la bourgeoisie et de ses politiciens qui la conduisent à la ruine, la guerre et la destruction de l'environnement, soit sous la direction des travailleur-se-s, des classes populaires, de la jeunesse, qui par leurs luttes pour leurs droits, les salaires, la paix, la défense de l'environnement, portent la perspective d'un autre pouvoir, démocratique, celui des producteurs. Dès maintenant, préparer cet affrontement passe par militer pour l'extension des grèves pour les salaires, construire des liens de solidarité entre les salarié-e-s en lutte, s'organiser dans des collectifs, des comités de grève, nous donner les moyens de diriger la lutte.

François Minvielle

Après deux ans de guerre, les populations d'Ukraine victimes de l'agression de Poutine et instrument de la guerre par procuration menée par les USA et l'Otan

Il s'agit « *bien plus qu'une question de Russie-Ukraine* », déclarait lundi dernier, 19 février, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. « *Il s'agit de savoir si les démocraties prévaudront à l'échelle mondiale et si nous sommes capables de défendre et de protéger nos valeurs. Et la réponse doit être oui* ». Candidate à sa réélection à la tête de la Commission, von der Leyen a donné le ton, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, le Davos militaire, se mettant à l'unisson des déclarations guerrières de la quasi-totalité des chefs d'État et de gouvernements européens ces dernières semaines. « *Poutine et ses généraux à Moscou doivent comprendre que nous, l'alliance militaire la plus puissante du monde, pouvons défendre chaque mètre carré de notre territoire* », avait dit deux jours auparavant le chancelier allemand Scholz.

Le 19 janvier dernier, les trois Etats baltes ont signé un accord pour établir une ligne de défense militaire le long de leurs frontières avec la Russie et la Biélorussie. Le 30 janvier, l'Allemagne, la Pologne et les Pays-Bas se sont engagés mutuellement à établir un « Schengen militaire », un corridor de transport afin de pouvoir acheminer plus rapidement matériels et troupes des ports de la Baltique aux frontières orientales de l'Europe.

Les 15 et 16 février, Zelensky s'est rendu à Berlin puis en France pour signer des accords bilatéraux promettant une aide militaire pluriannuelle à l'État ukrainien, 3 milliards de la France, plus d'un milliard de l'Allemagne pour 2024. Des accords du même type avaient déjà été signés avec la Grande Bretagne le 12 janvier.

Les Etats européens qui avaient adapté depuis la fin de la guerre froide leur budget militaire, leurs productions d'armements et le format de leurs armées à des « opérations extérieures » le plus souvent dans leurs anciennes colonies ou ailleurs aux côtés des USA, préparent aujourd'hui leurs armées, leur industrie militaire et leurs opinions publiques à des guerres « de haute intensité », une extension de la guerre contre la Russie ou au Moyen-Orient.

Les déclarations de Trump lors d'un meeting électoral le 12 février, laissant entendre que lui élu, les Européens devraient se défendre sans les Etats-Unis, ont été mises au service de cette campagne pour le réarmement de l'Europe. De la part de Trump, c'est pure démagogie électorale, il se vante d'avoir réussi à pousser les Etats membres de l'Otan à augmenter leurs budgets militaires pour atteindre les 2 % ou plus de leur PIB. On peut croire le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg, quand il dit : « *Quelle que soit l'issue des élections présidentielles, les Etats-Unis resteront un allié fort et engagé au sein de l'Otan* », Trump président fera ce que lui dictera son administration dans

l'intérêt de la sauvegarde de l'hégémonie des Etats-Unis. Les slogans de Biden, « *America first* » ou « *America is back* » n'ont pas d'autre sens que son slogan, « *America great again* ».

Depuis l'agression russe du 24 février 22, la catastrophe pour les peuples ukrainien et russe qu'est la guerre d'Ukraine, a été invariablement présentée par les gouvernements et les media occidentaux comme le résultat de la seule ambition impérialiste de Poutine, de sa seule folie de fanatique grand russe. Aujourd'hui une intense propagande belliciste désigne la Russie comme une menace non seulement contre les pays qui en sont limitrophes, mais contre l'Europe entière, voire le monde occidental dit « civilisé » et « démocratique ». Cette campagne est dans la continuité de celle qu'avaient déclenchée les Etats-Unis et leurs alliés au début de ce siècle contre les « pays de l'Axe du mal », Afghanistan et Irak entre autres, à la veille des guerres qui ont ensanglanté et ravagé les pays du Moyen-Orient.

Ce sont ces mêmes puissances occidentales qui sont les véritables auteurs de guerre et mènent en Ukraine une guerre par procuration contre la Russie en se servant du peuple ukrainien comme chair à canon pour la défense de leurs intérêts. Pendant ces deux années écoulées, la guerre d'Ukraine aura déjà fait au total plus de 500 000 victimes, morts ou blessés dans les deux camps.

De l'agression barbare de Poutine à la menace fantasmée de « l'impérialisme russe »

Le 24 février 2022, 190 000 soldats russes et des milliers de blindés dont 2000 tanks commençaient leur entrée en Ukraine. Ces troupes et ces matériels étaient déjà massés à la frontière depuis début novembre 2021, « *au vu et au su de tous les services de renseignement raisonnablement compétents* »[1]. En décembre 21, la Russie présenta sous forme d'ultimatum aux Etats-Unis et à l'Otan deux projets d'accords, l'un pour s'opposer à la mise en œuvre de l'article 5 de l'Otan en ce qui concerne les pays de l'ancien bloc soviétique, l'autre voulant interdire à tout nouveau pays de rejoindre l'Alliance atlantique. Cette clause concernait en particulier la Géorgie et l'Ukraine, deux pays limitrophes de la Russie dont l'intégration était envisagée par l'Otan depuis le sommet de Bucarest en avril 2008. Les USA et l'Otan ont délibérément ignoré l'ultimatum de Poutine, fermant toute possibilité de négociation, comme ce sera le cas ensuite dans le déroulement de la guerre. Le Pentagone et la Maison blanche loin d'être inactifs et spectateurs vis à vis de la Russie et des pays de l'ancien glacis de l'ex-URSS avaient une politique diplo-

[1] *Les Leçons d'une guerre*, François Heisbourg, 2023, Odile Jacob

matique-militaire visant à plier la Russie à leurs intérêts tout en l'intégrant au marché capitaliste mondialisé. Les USA et l'Otan n'ont laissé aucune porte de sortie à la folie grand russe de la dictature de Poutine en toute connaissance des conséquences de leur politique d'encerclement militaire et diplomatique de la Russie par le biais de leurs alliés de l'UE dans l'Otan.

La barbarie de la guerre, bombardements et destructions de villes comme Marioupol et d'infrastructures fournissant eau, électricité et chauffage, massacres de civils, violences sexuelles, la violence de l'armée russe, les menaces d'utiliser des armes nucléaires, viennent alimenter la propagande occidentale au nom de la défense de la démocratie et du droit des peuples. La mégalomanie propre au dictateur, sa soif de pouvoir, la mise au pas de la population par une répression féroce de toute contestation et le meurtre de figures populaires d'opposants, tels que Navalny qu'il vient de réduire au silence menaçant tout opposant du même sort, la dictature au service des clans de la bourgeoisie proches du pouvoir sont dénoncées dans le même but de justifier la guerre des USA et de l'Otan.

Mais toute l'histoire depuis l'effondrement de l'ex-URSS est là pour démontrer qu'il ne faut pas accorder le moindre crédit à la menace que ferait peser Poutine sur les pays limitrophes de la Russie et au-delà sur l'Europe toute entière, comme le ressasse depuis des mois la propagande occidentale, alors que l'armée russe n'est même pas arrivée à tenir les positions qu'elle avait occupées en Ukraine au printemps 2022. C'est une invention destinée à justifier auprès des opinions publiques la préparation d'une extension de la guerre au prétexte de se défendre. Certes rien n'exclut que Poutine ne soit acculé par les pressions belliqueuses des USA et de l'Otan, leurs surenchères militaristes à engager lui-même une nouvelle étape de la guerre.

La guerre d'Ukraine inscrite dans l'offensive des USA pour conserver l'hégémonie mondiale

Dès le début de la guerre du Donbass, en 2014, les Etats-Unis, le Canada et la Grande Bretagne ont entraîné et armé les milices puis l'armée ukrainienne pour faire face aux milices séparatistes soutenues en sous-main par la Russie. Lors de la tentative d'invasion déclenchée par Poutine il y a deux ans, c'est ce qui a permis à l'armée et à la résistance ukrainiennes de repousser une armée russe, mal approvisionnée et équipée, du fait en particulier de la corruption de ses chefs.

A partir de février 2022, l'Otan -en « *état de mort cérébrale* », disait Macron en 2019- est sur le pied de guerre. Les USA en sont la direction réelle ainsi que celle du « groupe de Ramstein », du nom de la base américaine en Allemagne où il s'est réuni pour la première fois le 27 avril 2022. Rassemblant une cinquantaine de pays, dont ceux de l'Otan, il se réunit depuis mensuellement pour coordonner l'aide militaire à l'armée ukrainienne.

Les Etats-Unis ont ainsi conforté leurs alliances à travers non seulement l'Europe mais aussi l'Asie. L'Allemagne et le Japon, restés longtemps après la deuxième guerre mondiale dans une position de relative neutralité, sont aujourd'hui aux avant-postes de la militarisation du monde dont la Pologne, la Grèce, la Corée du sud sont aussi des fers de lance, leur budget de l'armement dépassant largement les 2 % du PIB enjoint par l'Otan.

La guerre d'Ukraine constitue un tournant décisif dans la situation mondiale, accentué par la guerre génocidaire que mène aujourd'hui l'Etat d'Israël contre les Palestiniens, soutenue de façon indéfectible par les USA et les vieilles puissances impérialistes, les mêmes qui soutiennent le gouvernement Zelensky et l'armée ukrainienne. Les horreurs subies par les Palestiniens dont le massacre est organisé de manière délibérée et systématique montre la réalité de ce camp prétendument de la démocratie et de la liberté.

Guerre à la guerre ! Guerre à la barbarie du chaos capitaliste

Les travailleurs, les peuples, ukrainiens et russes n'ont aucun intérêt à cette boucherie qu'ont organisée leurs dirigeants et leurs alliés pour les intérêts de leurs classes possédantes. Ni Poutine ni Zelensky et l'Otan qui le soutient ! Cette guerre absurde ne pourra prendre fin que par le soulèvement des populations elles-mêmes contre les sacrifices qu'on leur impose, que par leur fraternisation contre leurs classes dirigeantes. Les résistances à la mobilisation forcée dans les deux pays, les protestations qui s'élèvent contre la guerre, en Ukraine malgré la loi martiale et en Russie malgré le talon de fer de la dictature, en sont peut-être les prémices. Personne ne peut le dire et nous n'avons guère les moyens d'agir sur le terrain même.

Cette guerre sans fin à travers laquelle se négocient les rapports de force entre grandes puissances sur le dos des populations ne pourra trouver d'issue démocratique que par la fraternisation entre Russes et Ukrainiens ce qui signifie la lutte non seulement pour en finir avec la dictature de Poutine mais aussi avec Zelenky instrument de la guerre des USA et de l'Otan.

Plus largement, en finir avec le militarisme et la guerre est la lutte des travailleurs par-delà les frontières pour en finir avec le capitalisme, le marché et la concurrence dont la guerre est une arme.

Les travailleurs doivent combattre les mensonges de la propagande guerrière et belliciste de notre Etat, de l'Union européenne, de l'Otan, en refusant que l'argent qui manque pour les besoins les plus élémentaires de la population soit englouti dans des dépenses militaires, la fabrication d'obus, de chars et autres engins de mort.

Le militarisme et la guerre, le nationalisme, devenus les maîtres mots des dirigeants du capitalisme mondialisé, qu'il soit occidental ou d'ailleurs, ne sont pas une fatalité mais le produit d'un système de classe qui se nourrit de l'exploitation de la population et se joue des intérêts

des peuples. L'ennemi est dans notre propre pays, nous n'avons aucun allié parmi les représentants des classes possédantes, quelles que soient leurs étiquettes politiques, et des millions d'alliés parmi les travailleurs du monde entier. Nous regrouper sur la base de telles idées, créer un courant internationaliste et révolutionnaire militant pour la coopération des peuples qui répondent aux aspirations des travailleurs, des jeunes, des femmes, est

de notre ressort. Il s'agit d'aider à ce que s'organise une force capable de faire vivre la perspective d'un soulèvement mondialisé des travailleurs et des opprimés contre la guerre et le chaos capitaliste qui en est à l'origine, pour une réorganisation du monde sur des bases socialistes et démocratiques.

Galia Trépère

Échange de lettres LO-NPA au sujet des Européennes ou le besoin de construire des relations démocratiques

Lutte ouvrière puis le NPA dit « issu du V^{ème} congrès » ont rendu public un échange de lettres au sujet des élections européennes de juin 2024 ¹. LO avait déjà annoncé avant l'été qu'elle présenterait une liste et l'a confirmé lors de la conférence de presse que Nathalie Arthaud et Jean Pierre Mercier ont tenue après leur congrès annuel des 3 et 4 décembre. Ces derniers y réaffirmaient le choix de LO de se présenter seule. Le dernier courrier de LO confirme ainsi la réponse qu'ils avaient donnée à la demande du NPA, le 25 septembre, d'une rencontre pour discuter de « la possibilité et modalités d'une candidature commune aux Européennes ». La messe est dite et chacun ira aux élections de son côté, une situation regrettable bien que sans surprise au regard de la nature des relations qui existent entre les différentes fractions du mouvement révolutionnaire.

Certes, l'invitation du NPA n'échappait pas à ce cadre imposé mais le refus de LO d'envisager toute possibilité d'accord prenait une forme volontairement agressive voire méprisante visant à resserrer ses propres rangs dans le doute face à l'isolationnisme de leur organisation. LO prétendait ne pas vouloir « arbitrer entre les deux organisations qui se disputent le nom du NPA » comme si elle n'avait pas d'avis sur l'orientation du NPA de Poutou qui vient de se faire éconduire par LFI en réponse à sa demande d'une liste commune sur les Européennes. Il n'y avait rien à arbitrer, personne ne le demandait à LO, il s'agissait simplement de discuter des bases politiques d'un éventuel accord que nous souhaitions. Dans son dernier courrier, pour celles et ceux qui n'auraient pas compris l'état d'esprit qui anime la direction de LO, celle-ci précise : « Alors, autant vous l'écrire tout de suite : nous ne vous servirons pas de marchepied ».

LO n'hésite pas se revendiquer de ce qui est à la racine de tous les comportements sectaires, le déni, ne pas servir de marchepied ou de faire valoir à l'autre en engageant une discussion ouverte publique et sincère. Le NPA avait justifié par le même genre de préoccupations sectaires son refus de la proposition de *Révolution permanente* d'engager une discussion après la scission du NPA. Une façon

1 <https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/un-echange-de-courriers-entre-le-npa-et-lutte-ouvriere/>

de faire qui est le corollaire de l'absence de démocratie interne au sein des différentes fractions du mouvement révolutionnaire, une pratique qui rompt avec le contenu même, démocratique et révolutionnaire, des fondements historiques du courant trotskyste. Ces pratiques rendent difficile l'évolution collective du mouvement au moment même où le besoin d'unir nos forces n'a jamais été aussi impérieux au regard de la crise globale engendrée par la faillite du capitalisme et les besoins du mouvement ouvrier sans parti politique instrument de la défense de ses intérêts.

« Mais si, chers camarades, ne pas vouloir nous présenter avec vous est une politique ! »

Cette phrase-lapalissade que l'on trouve dans le courrier de Lutte ouvrière du 13 février 2024 n'a d'autre intérêt, si on peut dire, que d'agresser comme l'ensemble du texte, fait de généralités, de fausses évidences et d'affirmations péremptoires... « Il est dans la logique des choses que lorsque deux organisations existent de façon indépendante, elles assument avoir des choses différentes à dire, pas moins durant les élections que dans les journaux, tracts ou affiches qu'elles publient dans leur existence quotidienne ». Certes, mais cette généralité qui enfonce une porte ouverte relève d'une logique quelque peu formelle qui affirme de fausses évidences pour quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de LO. Pas plus les camarades de *L'Étincelle* que ceux de notre courant n'ont choisi de construire une autre organisation. Leur libre arbitre a été pour le moins violenté puisque notre courant *Démocratie révolutionnaire* est la conséquence de notre exclusion de LO en 1997. De même, nos camarades de *L'Étincelle* se sont constitués en organisation indépendante suite à leur exclusion de LO en 2008.

Ce simple rappel discrédite les propos des dirigeants de LO si prompts à faire la morale et à traiter les autres de menteurs alors qu'eux-mêmes récrivent leur histoire et n'assument pas leur politique sectaire et antidémocratique.

LO écrit : « L'affirmation que Lutte ouvrière n'a pas de politique vis-à-vis des révolutionnaires, si elle vient de vos jeunes, témoigne d'une absence évidente de culture

politique. Si elle vient des plus anciens, qui nous ont fréquentés, elle relève d'un mensonge grossier et témoigne du peu de sérieux de celles et ceux qui l'ont propagée. Car un certain nombre d'entre eux ont participé à moult réunions organisées en commun avec d'autres trotskystes, et même avec des capitalistes d'État ». Notons au passage l'agression méprisante et gratuite vis-à-vis des jeunes, tout aussi méprisante que l'expression les « plus anciens, qui nous ont fréquentés » qui désigne... les exclus de LO !

Il n'échappe pas aux dirigeants de LO que ces exclusions ont représenté une rupture dans leur histoire. Le mensonge et le peu de sérieux sont de leur côté. Oui, LO s'est construite, pour une part, grâce à une politique d'unité des révolutionnaires et même juste après mai 68 d'unité des « gauchistes » toutes tendances confondues. J'avais alors rejoint LO justement parce qu'elle rompait avec la bêtise du sectarisme ! Seulement LO a vieilli et, dépassée par son succès après l'élection présidentielle de 1995 et le mouvement de décembre qui a suivi, sa direction a été incapable de faire face à ses responsabilités, a exclu ceux qui contestaient sa dérobade, à l'origine de notre courant. S'engageait alors un processus de repli sur soi, de régression qui a transformé notre ancienne organisation.

Tentant d'explicitier son originalité depuis 70 ans, la même direction écrit : « Nous formons nos militants à intervenir sur la base du programme communiste révolutionnaire, en nous fixant l'objectif d'implanter ces idées dans la classe ouvrière. Nous n'avons jamais changé d'attitude, et nous pouvons revendiquer une continuité politique, à la différence de bien des militants et des organisations se revendiquant du trotskysme ». Encore une affirmation péremptoire mais, dans la vraie vie, même LO n'a pas toujours eu la même politique. Et surtout, LO comme l'ensemble du mouvement révolutionnaire de ce pays s'est développée à travers une période non-révolutionnaire dans un des pays les plus riches du monde, conditions historiques qui échappent à notre libre arbitre mais période qui inscrit notre travail dans des limites contraintes qui ne sont pas sans conséquence sur notre façon de penser ou nos cadres et rapports organisationnels. Ne pas le voir relève d'un aveuglement produit d'une autosatisfaction hors de propos en particulier au regard du changement d'époque auquel le mouvement ouvrier est confronté.

Aujourd'hui le problème ne se pose plus seulement en termes de formation et d'implantation, d'intervention mais de contribuer à la naissance d'un courant révolutionnaire réel au sein du monde du travail et pour cela d'avancer vers la construction d'un parti avec comme étape incontournable la mise en œuvre d'une politique pour rassembler nos forces.

Si LO prend au sérieux ses propres déclarations sur la faille du capitalisme et les menaces de mondialisation de la guerre, peut-être serait-il temps de se poser la question de sortir d'une routine conservatrice pour discuter des voies et moyens de jeter les bases d'un parti des travailleurs, démocratique et révolutionnaire.

Des déclarations d'intention à la réalité

Ceci dit, dans ses courriers, LO pointe de réels problèmes qui se posent au NPA (issu du V^{ème} congrès). Elle ironise : « Votre lettre nous a été adressée au nom du "NPA issu du V^{ème} congrès de décembre 2022". Elle a au moins l'avantage de nous faire connaître votre nouvelle étiquette, qui confirme votre choix de reconstituer le NPA, c'est-à-dire d'assumer la politique passée de cette organisation, comme elle indique la perspective que vous tracez pour vous-mêmes dans l'avenir ». Malgré la forme polémique agressive, qu'importe, le problème soulevé est bien réel et fait partie de nos désaccords avec la direction du NPA constituée par nos camarades de L'Étincelle et d'AetR.

Il y a eu une scission voulue par le NPA de Poutou et Besancenot à la recherche d'alliance avec LFI, une déroute. Celles et ceux qui ont combattu cette scission et cette politique auraient dû et devraient engager un congrès de refondation définissant l'orientation, les bases programmatiques qui nous rassemblent, notre politique vis-à-vis de l'ensemble du mouvement révolutionnaire, politique de rupture avec le sectarisme et l'opportunisme, unitaire et démocratique et décidant d'un nom qui indique formellement cette rupture et nos objectifs.

A défaut, effectivement, il y a une confusion autour de la continuité du NPA et de la continuité des confusions de la campagne présidentielle. Le suivisme vis-à-vis de la campagne de Poutou devient une prétention à se revendiquer du NPA « historique », le recto et le verso d'une politique erronée qui, combinée à la hargne hostile du NPA de Poutou, pourrait conduire les deux organisations devant la justice.

Ceci dit, LO a tort de se réjouir de l'échec du NPA qui a été une tentative de faire ce que LO n'avait pas osé faire après 95, constituer un cadre de rassemblement ouvert et démocratique, une politique juste et nécessaire, à condition de ne pas céder comme l'a fait la section française de la IV^{ème} Internationale à l'opportunisme jusqu'à liquider l'organisation qu'elle avait impulsée.

Notre divergence s'est retrouvée dans la façon dont le NPA (issu du V^{ème} congrès) s'est adressé lui-même à LO en termes disons comminatoires en invitant LO à discuter « la possibilité et modalités d'une candidature commune aux Européennes » en leur envoyant en guise de lettre d'invitation le communiqué de presse du 25 septembre 2023². Ce dernier annonçait la décision du Conseil politique national du NPA des 23 et 24 septembre de participer « aux élections européennes dans le cadre d'un pôle des révolutionnaires ». Y étaient développés des axes de campagne sans préciser ce que pourrait être ce pôle si ce n'est pour annoncer que « le NPA entamera des discussions avec les organisations d'extrême gauche révolutionnaire, en premier lieu Lutte ouvrière ». Et de préciser

2 <https://nouveaupartianticapitaliste.fr/communique-de-presse-le-npa-acte-sa-participation-aux-elections-europeennes/>

pour ne pas laisser de place au doute : « *Quoi qu'il en soit, le NPA se donne dès maintenant les moyens financiers de pouvoir participer aux élections pour donner l'opportunité à celles et ceux qui le souhaitent de voter pour une liste révolutionnaire aux européennes de 2024* ». Ce qui laisse entendre, sans dire mais cependant, que celle de LO n'offrirait pas cette « opportunité ».

Il n'y a pas là une maladresse mais un comportement symétrique de celui de LO. LO a annoncé sa candidature, le NPA fait de même tout en prétendant ainsi ouvrir une discussion...

En symétrie de la façon de refuser de LO, la façon d'inviter à la discussion du NPA (issu du V^{ème} congrès) participe d'une démarche sectaire contraire à des rapports démocratiques de militants qui se considèrent des fractions du même mouvement révolutionnaire unis par les mêmes objectifs et les mêmes intérêts. Des rapports entre des organisations, des appareils rivaux opposés par des désaccords politiques que chacun ne définit qu'en s'affirmant lui-même !

Et la lettre du NPA qui prétend relancer la discussion n'est que l'expression de griefs, des gestes de dépit, « *une longue liste à la Prévert* », reprochant à LO de fuir la discussion, et cela de la part de camarades qui lors de la campagne présidentielle de Philippe Poutou, qui militait pour une politique unitaire pour une gauche radicale et demandait la livraison d'armes pour l'Ukraine, nous reprochaient d'appeler à voter pour les candidats révolutionnaires car nous refusions de soutenir la campagne Poutou et de rentrer dans la logique sectaire de campagnes électorales concurrentes.

Nous avons aussi un désaccord sur les axes de campagne qui défendraient le programme « *mais pas tout le Programme de transition, ça va de soi.* » Cette formulation outre qu'elle ne dit rien ou tout et son contraire, avec un « *ça va de soi* » dont il est bien difficile de saisir le sens énigmatique, définit une démarche erronée. Nous sommes d'accord avec LO quand les camarades écrivent : « *Alors que les bourgeoisies des puissances impérialistes, leurs états-majors, leurs représentants politiques, disent ouvertement qu'ils se préparent à entraîner le monde dans une nouvelle guerre mondiale, nous tenons à nous présenter seuls pour défendre les idées de lutte de classe, celles du Manifeste communiste de Marx, pour affirmer que l'avenir de toute la société dépend de la capacité des travailleurs de se donner un parti révolutionnaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.* »

Cette orientation n'est pas réservée aux dimanches électoraux mais elle concerne l'ensemble de notre travail, conditionne nos interventions, leur donne un cadre et les inscrit dans une stratégie révolutionnaire.

Hors de cette discussion menée sérieusement, les propos du NPA (issu du V^{ème} congrès), « *C'est quoi, c'est qui, ces révolutionnaires qui parlent de solidarité internationale, de travailleurs de tous les pays qui doivent s'unir, et qui eux-mêmes ne tentent même pas de présenter des candi-*

dates communes à des élections de la bourgeoisie ? », manquent de crédibilité.

Ce défi se posait dans les mêmes termes au moment de la dernière présidentielle. Le relever n'est pas une simple question de volonté unitaire, par ailleurs à géométrie variable, mais dépend de notre capacité à apporter des réponses aux problèmes nouveaux posés par la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé, définir nos réponses programmatiques et stratégiques en particulier par rapport aux menaces de guerre. La discussion même d'un simple accord électoral passe par un accord le plus large possible sur ces questions essentielles.

Défendre une politique révolutionnaire internationaliste contre la guerre : « *L'ennemi principal est dans notre pays* »

La question de l'attitude vis-à-vis de la guerre est aujourd'hui la question sur laquelle se définissent les différentes politiques y compris au sein du mouvement révolutionnaire. Passer sous silence la divergence importante sur cette question qui existe entre la majorité de la direction du NPA et LO, dont nous partageons l'essentiel, renvoyer cette divergence à une question de virgule et de point est pour le moins désinvolte. D'autant que cette question sera au centre de la campagne européenne.

LO écrit : « *Face à la question fondamentale de la guerre impérialiste, dont la guerre en Ukraine est une expression, vous êtes incapables de tenir une orientation révolutionnaire et lutte de classe. Et il ne s'agit pas là de deux ou trois virgules oubliées ! En épousant le seul "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", vous avez apporté votre petite caution à la politique menée par Biden et le camp impérialiste occidental.*

Sur un événement aussi important pour l'avenir car, vous en convenez vous-mêmes, cette guerre s'inscrit dans une montée des rivalités internationales et la menace de guerre mondiale, vous avez été incapables de maintenir une position d'indépendance de classe, alors même que les pressions qui se sont exercées sur les révolutionnaires n'étaient pas très fortes. [...] En oubliant la lutte de classe à l'échelle du monde, vous ne faites que reprendre à votre compte l'objectif politique de Zelensky et, surtout, de Biden et Macron ! Vous le faites d'une façon plus hypocrite que le NPA tendance Poutou-Besancenot qui, lui, a pris ouvertement position pour la livraison d'armes au régime de Zelensky, mais le résultat politique est le même : vous vous êtes retrouvés dans le même camp que votre propre impérialisme ! ».

La direction du NPA donne raison à LO quand, dans le communiqué envoyé en guise d'invitation à discuter, elle écrit : « *Troupes russes, hors d'Ukraine ! Le NPA défendra le droit du peuple ukrainien à disposer de son sort, par la fraternisation entre les peuples ukrainiens et russes contre Poutine et son système. Poutine défend les intérêts impérialistes russes, même si les grandes puissances occidentales, derrière les USA, en profitent pour renforcer leur militarisation de la planète et favoriser leurs mar-*

chés (armes, hydrocarbures, nucléaire...), sans davantage de considération que Poutine pour les classes populaires ukrainiennes ».

Les USA et l'Otan ne porteraient pas une responsabilité directe dans la guerre d'Ukraine, ils se contenteraient de « profiter » de l'occasion ? Quel aveuglement peut conduire à écrire une telle bêtise ? Et rajouter après que la défense du droit des peuples ukrainiens passe « par la fraternisation entre les peuples ukrainiens et russes contre Poutine et son système » n'a d'autre sens que de masquer l'opportunisme de cette politique. Le mot d'ordre « *Troupes russes, hors d'Ukraine !* » ne peut prendre d'autre contenu que la victoire des USA et de leurs alliés dont la France dans leur guerre par procuration contre la Russie. Et nos camarades ferment les yeux sur le fait que la fraternisation implique aussi la lutte pour le renversement de Zelensky, lutte qui nous renvoie à la lutte contre ses soutiens politiques et militaires, dont notre propre impérialisme, directement engagés dans la guerre et qui préparent son éventuelle extension. La fraternisation entre les travailleurs et les peuples signifie la lutte pour renverser Poutine et Zelensky tout en engageant la guerre contre le capitalisme en lien en premier lieu avec les prolétaires d'Europe.

Nos axes de campagne comme notre activité quotidienne s'articulent autour du mot d'ordre « *L'ennemi est dans notre propre pays !* » sans céder un pouce à la propagande belliciste déversée par les politiciens et les médias.

Pour les Européennes et au quotidien, les petits gestes et les grands pour sortir du piège des divisions

Ainsi que LO le note dans son courrier du 17 octobre, il y a bien au NPA (issu du V^{ème} congrès) deux positions sur la démarche à avoir au sujet des élections européennes. Nous

pensons pour notre part que le NPA aurait dû, comme je l'ai déjà dit, tenir un congrès de refondation dont un des objectifs aurait été de mettre en œuvre une politique unitaire, démocratique et révolutionnaire pour rompre avec le sectarisme et l'opportunisme qui conduisent aux exclusions et scissions. Cela signifiait pour les Européennes s'adresser à l'ensemble des courants révolutionnaires pour constituer un front internationaliste contre la guerre et défendant une Europe des travailleurs face à toutes les tendances bourgeoises nationalistes autour d'une liste commune. Sans doute cette démarche n'aurait pas convaincu LO mais elle aurait affirmé une politique au sein du mouvement révolutionnaire et vis-à-vis de toutes celles et ceux qui regardent vers nous et ne comprennent pas, voire désavouent les rapports sectaires, les divisions et rivalités au sein du mouvement révolutionnaire. Et nous aurions alors discuté de notre façon de mener notre campagne politique autour de nos axes sans faire de la présentation d'une liste NPA la mère des batailles.

A défaut, cette politique peut cependant prendre corps tant à travers la campagne qu'à travers notre activité, tous les jours, les gestes de solidarité, de luttes communes, se donner aussi les moyens de se faire entendre au sein même des différentes fractions. Elle sera l'œuvre de chacune et chacun, organisé·es ou non dans une des fractions révolutionnaires, quelles que soient ses responsabilités. Elle dépend de notre volonté démocratique au quotidien et dans les mobilisations, de notre souci de débattre et de se battre au coude à coude. Le mouvement révolutionnaire a besoin d'une révolution culturelle pour se refonder démocratiquement autour d'une compréhension commune du développement du capitalisme, de sa faillite et des tâches, des perspectives nouvelles qu'ils portent.

Yvan Lemaitre